

À "Ciels ouverts"

La présente déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a été publiée dans le New York Times du 5 juin 1989.

L'appel lancé par le président Bush en faveur d'un nouvel arrangement élargi qui tiendrait compte du concept d'une surveillance à "ciels ouverts" témoigne d'une certaine imagination. Il suffit de voir l'appui qu'a reçu cette initiative à la réunion au sommet de l'OTAN pour en mesurer toute l'importance.

La vérification des accords de contrôle des armements à partir de satellites seulement n'étant pas à son avis suffisante, le Canada appuie la proposition de M. Bush qui ouvrirait l'ensemble de l'espace aérien américain et soviétique à des avions de surveillance non armés.

Si la surveillance se faisait au moyen d'avions, il serait plus difficile de dissimuler les mouvements militaires ou l'inobservation des accords de contrôle des armements.

Les avions permettent une surveillance plus précise que les satellites. Ils voient à une plus basse altitude, peuvent contourner les nuages, voler en dessous et observer la terre à partir d'angles différents. Par contre, vu que les satellites évoluent dans des orbites fixes, et que leur passage se fait à des moments prévisibles, il est facile de dissimuler complètement des activités suspectes. Le survol sur préavis très court rendrait la dissimulation de telles activités plus difficile, voire impossible. Même si une observation importante était faite à partir d'un satellite au-dessus d'une zone donnée, il serait difficile de la vérifier étant donné le temps qu'il faudrait à ce satellite pour repasser au-dessus de cette zone, alors que si la même observation était faite à partir d'un avion, elle pourrait être vérifiée sans problème.

La vérification à "ciels ouverts" permettrait aussi de surveiller les activités en cours, comme la destruction d'armes et les retraits de troupes. Contrairement aux satellites, dont le passage est une question de minutes, un avion peut tourner au-dessus d'une zone des heures durant.

Si le secret alimente la méfiance, le concept d'une surveillance à "ciels ouverts" est une mesure de confiance. La surveillance par satellite étant inévitable, les nations n'ont d'autre choix que de l'accepter.

Un accord de vérification à "ciels ouverts", serait sur le plan politique un acte positif qui permettrait de soumettre à une inspection détaillée et indiscrète les activités d'une nation — une ouverture symbolique des portes. Une nation pourrait prouver par ce geste clair et sans équivoque que ses intentions ne sont nullement agressives.

Un tel régime de surveillance permettrait à tous les membres de l'OTAN du Pacte de Varsovie de participer pleinement à la vérification des accords de contrôle des armements.

La rapidité avec laquelle vont les négociations en vue d'un accord de contrôle des forces classiques proposé par M. Bush et appuyé par les participants au sommet de l'OTAN ajoute de l'importance à ce concept de vérification à "ciels ouverts" dont la simplicité permettrait d'y recourir facilement dès l'intervention d'un accord.

Seuls les grands pays ont des satellites dans l'espace. Pourtant, si nous voulons le contrôle des armes classiques en Europe, il est essentiel que toutes les parties à l'accord aient la possibilité d'assurer le public que, selon elles, ces accords sont bien respectés et que sa sécurité n'est pas menacée.

Il n'est pas acceptable sur le plan politique de s'en remettre uniquement à la bonne volonté et au jugement d'une autre nation. Les États-Unis ne le feraient pas et ne s'attendent pas, ainsi qu'en témoigne leur proposition, à ce que leurs alliés le fassent.

Ce concept imposerait le glasnost au niveau des débats publics concernant l'application des accords de